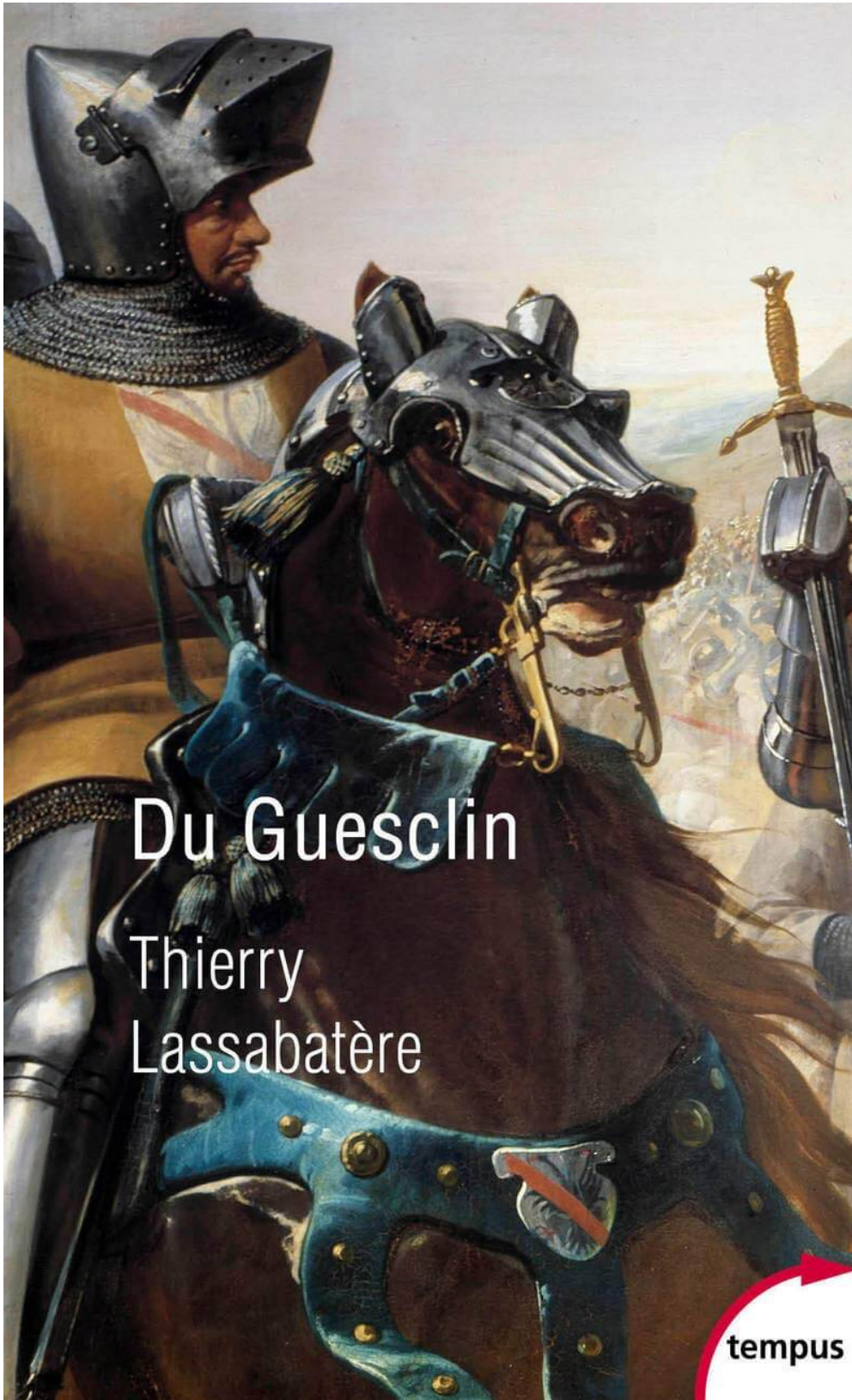


**3 avril 1367 : bataille de Najera (Espagne).**

Le roi de France a dépêché du Guesclin en Castille pour qu'il aide Henri Trastamare dans sa lutte pour la couronne de Castille contre son demi-frère Pierre le Cruel. L'autre but de la manœuvre est de débarrasser la France des compagnies de mercenaires qui, désœuvrées, pillent les campagnes. Commandées par le futur connétable de France, elles affrontent l'Anglais, Edouard dit le Prince Noir, l'allié de Pierre le Cruel.

La bataille voit la défaite de du Guesclin qui est abandonné, pendant le combat, par l'aile castillane d'Henri Trastamare. C'est une des seules batailles médiévales où le rapport des pertes est si disproportionné : 1/130. Environ 15 000 hommes de du Guesclin et Henri meurent contre à peine 100 anglais et castillans du Cruel. L'efficacité de l'arc gallois est certes déjà à l'œuvre (48 ans avant Azincourt) mais la lutte fratricide et sans pitié des castillans explique la mortalité inhabituelle. Du Guesclin est fait prisonnier.

Le Prince Noir ne le libère contre rançon qu'après 9 mois de captivité, redoutant de remettre en liberté celui dont la légende commence à naître.



### 3 avril 1559 : traité de Cateau-Cambrésis.

**La paix du Cateau-Cambrésis est formalisée par deux traités signés les 2 et 3 avril 1559. Ils mettent un terme à la onzième guerre d'Italie, entre la France d'un côté, l'Espagne et le Saint-Empire romain germanique de l'autre. Les deux traités sont signés par la France et pour le premier par l'Angleterre d'Élisabeth 1<sup>re</sup>, pour le second par l'Espagne de Philippe II.**

Ces actes sont considérés comme les traités européens les plus importants du XVI<sup>e</sup> siècle, dont les clauses sont restées en vigueur pendant plus d'un siècle. La paix ainsi conclue entraîne aussi une situation géopolitique nouvelle marquée par l'obligation de la France d'abandonner sa politique d'ingérence en Italie. Elle met fin définitivement aux guerres d'Italie et ouvre la voie à la prédominance espagnole en Europe.

Les traités doivent leur nom à la commune du Cateau-Cambrésis, située à 20 km environ à l'est de Cambrai. Les discussions avaient commencé à l'abbaye de Cercamp, puis ont été achevées au château du Cateau-Cambrésis.

Le premier traité du Cateau-Cambrésis fut conclu en deux temps, le 12 mars et le 2 avril 1559, entre les plénipotentiaires d'Henri II, roi de France, et ceux d'Élisabeth 1<sup>re</sup>, reine d'Angleterre. L'Angleterre a signé séparément : à Marie Tudor, catholique et épouse de Philippe II, a succédé le 17 novembre 1558 sa demi-sœur Élisabeth 1<sup>re</sup>. Une des premières manifestations de son pouvoir fut d'instituer la religion anglicane comme religion d'État, et de s'en nommer chef suprême. Pour l'Espagne, il est donc évident que l'Angleterre n'est plus une alliée politique et religieuse. Élisabeth, jeune reine, par ailleurs préoccupée d'asseoir son pouvoir en Angleterre, abandonne Calais à la France, en contrepartie d'un versement de 500 000 écus. Calais avait été enlevée par surprise aux Anglais le 8 janvier 1558, après un siège de seulement huit jours (Édouard III avait mis onze mois à prendre la ville en 1347) par le lieutenant-général du royaume François de Guise, revenu en toute hâte d'Italie après le désastre de Saint-Quentin, et qui, emporté par son élan, avait aussi repris Arlon et Thionville.

Le second traité, également appelé **Paix du Cateau-Cambrésis**, fut négocié à l'abbaye de Cercamps (près d'Arras), et signé le 3 avril 1559 entre les plénipotentiaires des rois de France et d'Espagne, Henri II et Philippe II. Il mit fin aux guerres d'Italie, et à l'ingérence française dans la péninsule : c'est en 1494, soixante-cinq ans auparavant, que Charles VIII était entré à Florence. Mais ce traité est surtout notable par la longévité des accords qu'il entérine (ils seront confirmés à quelques détails près lors de la paix de Vervins en 1598, et respectés pendant près d'un siècle), autant que par l'ouverture d'une ère nouvelle en géopolitique.

L'Empereur germanique Ferdinand 1<sup>er</sup>, propre oncle de Philippe II, ne fut pas représenté lors des tractations. Aussi la question des Trois-Évêchés jusque-là germaniques : Metz, Toul et Verdun, ne fut-elle pas abordée dans le traité, et ces trois places restèrent *de facto* à la France qui les avait conquises et occupées depuis 1552.

La France dut par contre rendre le duché de Savoie et les principales places du Piémont,

le Charolais, le Bugey et la Bresse au duc de Savoie Emmanuel-Philibert, allié de l'Espagne. Elle dut aussi rendre la Corse à la république de Gênes, le marquisat de Montferrat au duc de Mantoue, et renoncer à ses prétentions sur le Milanais et sur la Franche-Comté.

Si elle devait encore libérer les places qu'elle avait occupées en Flandres, elle put cependant garder en Piémont les villes de Pignerol, Savillan, Chivas, Chieri et le marquisat de Saluces, et récupérer quelques places en Picardie : Saint-Quentin, Ham, Le Catelet.

L'Espagne gardera dorénavant, et jusqu'au début du XVIII<sup>e</sup> siècle, une domination assurée (soit directement soit indirectement) sur les États de la péninsule italienne, hormis sur les républiques de Gênes et de Venise, et les États de Savoie et Piémont. Pour montrer que cette domination ne connaît pas d'exception, le duc d'Albe aura même obligé le pape Paul IV, allié des Français, à capituler formellement en 1557 ; les papes suivants seront les alliés obligés de l'Espagne dans la lutte contre la Réforme. Le traité du Cateau-Cambrésis, en faisant entrer l'Italie dans une longue période de paix et stabilité économique (que les critiques appellent stagnation) et intellectuelle (Vico, Bruno, Galilée) marque l'arrêt de la Renaissance italienne et le passage à la splendeur du Baroque (Vivaldi, Le Bernin, Le Caravage).

Le traité prévoyait aussi de consolider la paix par des mariages royaux : le roi de France Henri II offrait ainsi sa fille aînée Élisabeth de France au roi d'Espagne Philippe II, veuf pour la deuxième fois depuis la mort de Marie Tudor. Il mariait d'autre part sa sœur, Marguerite de France, duchesse de Berry, au duc de Savoie Emmanuel-Philibert : la dynastie qui donnera au XIX<sup>e</sup> siècle ses premiers rois à l'Italie est ainsi confortée. Mais, c'est pendant ces festivités organisées pour les mariages royaux que le roi Henri II sera mortellement blessé, lors d'un tournoi. Sa mort laissera la France entre les mains de Catherine de Médicis et de ses nombreux enfants, aux prises avec les guerres de religion, favorisées elles-mêmes par la démobilisation de la noblesse française à la suite de ces traités : les troubles intérieurs succédant aux guerres extérieures.

### **3 avril 1669 : Louis XIV fonde la milice de Nouvelle-France.**

Au début de la colonisation française des Amériques, la Nouvelle-France dut faire face à la menace incarnée par les tribus iroquoises, particulièrement près de Montréal et Trois-Rivières. Dans ce contexte, la dépendance de la Nouvelle-France vis-à-vis des soldats de la métropole, dont le nombre était insuffisant et la venue irrégulière, rendait nécessaire de former un groupe de défense armée formé localement, à l'aide des habitants de la colonie.

Établie *de facto* en 1649, la [milice canadienne](#) est officiellement instituée en Nouvelle-France par Louis XIV en 1669. Tout habitant âgé entre 16 et 60 ans est de fait un milicien et la mobilisation ne requiert aucun décret. Chaque homme doit avoir son fusil, de la poudre, des munitions en quantité suffisante et être prêt à partir en campagne. On comptait au moins une compagnie de milice pour chaque paroisse, chacune comptant de 50 à 80 hommes. Chaque compagnie était dirigée par un capitaine de milice assisté d'un lieutenant et d'un enseigne. Des sous-officiers viennent généralement compléter les rangs. Les officiers de milice sont

normalement élus par cooptation. Le choix est ensuite entériné par le gouverneur. Le capitaine de milice se distinguait par le fait qu'il portait un hausse-col doré et une épée. Outre ses fonctions militaires, le capitaine de milice pouvait aussi, à l'occasion, jouer le rôle d'auxiliaire de justice en réglant de petits litiges et il voyait à l'entretien de la voirie. Durant la guerre de la Conquête, il s'occupe également de délivrer des billets aux soldats français pour qu'ils puissent loger chez les habitants de la paroisse. Il détenait aussi du gouverneur de la Nouvelle-France le pouvoir d'appliquer les directives des autorités centrales.

En Nouvelle-France, le capitaine de milice est généralement un des principaux habitants de la paroisse. Il détient plus de biens mobiliers et immobiliers que le paysan moyen.

En temps de paix, les membres des compagnies de milice s'entraînaient une fois par mois, les dimanches et les jours fériés. Ils devaient alors se procurer une arme par eux-mêmes. En temps de guerre toutefois, des armes étaient prêtées pour la durée du conflit à ceux qui n'en possédaient point. Les compagnies de milice ont emprunté plusieurs de leurs habitudes aux peuples amérindiens. N'ayant pas d'uniforme fourni, ils portaient une ceinture fléchée aux hanches et des raquettes aux pieds. Excellant à la guerre d'escarmouche en forêt, contrairement aux soldats français habitués au combat ordonné, ils sont reconnus pour leur courage et leur audace par les autorités de la colonie.

**Lire : [La milice canadienne durant la guerre de Sept Ans](#)**



**3 avril 1871 : bataille de Rueil (Paris).**

**La bataille de Rueil se déroula le 3 avril 1871 entre les forces de la Commune de Paris et celles du Gouvernement central de Versailles. Elle eut lieu entre Bougival et Neuilly dans un secteur centré sur Rueil. Elle entre dans le cadre des affrontements qui ponctuèrent la sortie ratée des Fédérés le 3 avril. Les Fédérés, commandés par Jules Bergeret et Gustave Flourens, furent défaits. Peu après la bataille, Flourens, qui a été capturé, est assassiné par le capitaine de gendarmerie Desmarets.**

Le plan de la sortie fédérée du 3 avril 1871 est relativement simple mais l'armée de la Commune ne dispose plus de sous-officiers ni d'officiers expérimentés et le commandement est donc extrêmement mauvais. Les généraux n'ont ainsi pas rédigé d'ordre du jour et, plus grave, n'ont pas pris de canons en nombre significatif alors que Paris regorge de pièces d'artillerie. Il n'y a pas plus d'éclaireurs et l'équipement des troupes souffre des mêmes problèmes ; les Fédérés manquent de munitions et de vivres. Enfin, la plupart des soldats

s'attendent, à la lecture des journaux parisiens, à une simple promenade militaire.

Vers trois heures du matin, Bergeret part de Neuilly avec 6 000 hommes et 8 canons vers Rueil. Aucune précaution n'est prise et les Fédérés sont surpris sur le plateau des Bergères par les tirs de la batterie versaillaise du Mont-Valérien vers six heures trente. Même si cette batterie ne possède que quelques pièces, la surprise des soldats parisiens qui pensaient le Mont-Valérien aux mains de la Commune se transforme en panique. Cependant, le fort est tenu par les Versaillais qui y disposent de huit canons qui tireront jusque vers onze heures. Beaucoup de Fédérés préfèrent alors rentrer à Paris : seuls 1 200 hommes arrivent à Rueil et il n'y a guère que le 91<sup>e</sup> bataillon de la Garde Nationale qui dispose d'effectifs importants. Un millier d'hommes menés par Flourens arrive peu après par Asnières. Ils ont suivi la voie ferrée d'Asnières à Nanterre avant de poursuivre vers Bougival.

L'armée est surprise et ne déploie pas ses unités situées autour de Versailles avant dix heures. La première contre-attaque fut menée par le 114<sup>e</sup> régiment d'infanterie de ligne du général Boulanger, vers Bougival. Fort de 1 400 hommes, il est soutenu par le 113<sup>e</sup> régiment d'infanterie de ligne et une batterie d'artillerie disposée sur une ancienne position prussienne découverte sur la colline de La Jonchère. Bougival est facilement réoccupé et le colonel Boulanger y ordonne une répression sanglante. Les Fédérés qui s'enfuient sont poursuivis par la cavalerie de la division du général Du Preuil. Ensuite, la batterie de la Jonchère aida la cavalerie à reprendre Rueil où une poignée de Fédérés chercha à résister avant de battre en retraite sur Neuilly qui fut fortifié.



Affaire du Mont-Valérien, le 3 avril.

### 3 avril 1918 : conférence de Beauvais.

La **Conférence de Beauvais** de la Première Guerre mondiale s'est tenue à la demande du Premier ministre français Georges Clemenceau pour consolider le commandement du front occidental et assurer la participation maximale des alliés de la France à la guerre.

La conférence s'est tenue le 3 avril 1918 à l'hôtel de ville de Beauvais, en France, une semaine après la conférence de Doullens qui a nommé le général Ferdinand Foch commandant du front occidental. Clemenceau pensait que la formulation de l'accord Doullens était trop faible et qu'une correction était nécessaire pour consolider le commandement de Foch. L'urgence de la

réunion a été renforcée par l'offensive du printemps allemande sur le front occidental, qui a ouvert une brèche de 50 milles de large et 50 milles de profondeur dans la ligne, obligeant le corps expéditionnaire britannique à reculer et à battre en retraite les ordres des commandants de l'armée française et britannique. pour protéger leurs armées.

Immédiatement après la Conférence de Doullens , le Premier ministre Clemenceau a subi des pressions pour renforcer la formulation de la note de Doullens, qui disait : « *Le général Foch est chargé par les gouvernements britannique et français de coordonner l'action des armées alliées sur le front occidental. Il travaillera à cet effet avec les commandants en chef chargés de lui fournir toutes les informations nécessaires.* »



### 3 avril 1940 : début du massacre de Katyn.

Entre le 3 avril et le 13 mai 1940, la police politique soviétique (NKVD) assassinent 4 404 prisonniers de guerre polonais, la plupart officiers d'active ou de réserve dans la forêt de Katyn, près de Smolensk.

Au total, les massacres concernent environ 22 000 Polonais au titre de la [décision du 5 mars](#)

**1940.** Si les exécutions sont perpétrées en au moins six lieux distincts, Katyń reste emblématique en raison de sa médiatisation durant la Seconde Guerre mondiale. En effet, le charnier de Katyn est découvert dès 1943, alors que ceux de Kharkov et Kalinine sont exhumés dans les années 1990, après l'ouverture des archives soviétiques.

Parmi les officiers réservistes exécutés, figurait une femme : l'aviatrice et parachutiste [Janina Antonina Lewandowska](#) qui fut probablement tuée le 22 avril 1940, jour de son 32<sup>e</sup> anniversaire. Elle était la fille du général Józef Dowbor-Muśnicki, commandant du soulèvement de la Grande Pologne en 1919. Son identité fut confirmée en 2003 après que des tests aient été effectués sur ses restes. Sa dépouille est désormais enterrée à Lusów, près de Poznań, avec sa famille.



Janina Antonina Lewandowska.



Image tirée du film d'Andrzej Wajda « KATYŃ » sorti en 2008.

[View Fullscreen](#)

[Aller au contenu PDF](#)

**3 avril 1941 : coup d'Etat pro-allemand à Bagdad (Irak).**

Rachid Ali el Gaylani renverse le régent pour instaurer une république qui demande immédiatement l'aide de l'Allemagne. Celle-ci ne parvient pas à aider le putschiste dans sa lutte contre la *Habbanya* force britannique que fait constituer Churchill dans l'urgence. La *Habforce* entre dans Bagdad le 1<sup>er</sup> juin.



**3 avril 1954 : mort accidentelle du pilote d'essai Constantin Rozanoff.**

**Constantin Rozanoff, dit « Kostia » Rozanoff, né le 23 août 1905 à Varsovie (Empire russe) et mort le 3 avril 1954 à Melun-Villaroche en Seine-et-Marne, est un aviateur français, colonel puis pilote d'essai.**

Pendant la Seconde Guerre mondiale, Kostia Rozanoff commande en second le groupe de chasse II/4 et remporte deux victoires lors de la bataille de France. Après le débarquement américain en Afrique du Nord, il prend le commandement du Groupe de Chasse II/5 La Fayette, puis du GC II/3. Il est un des premiers français à piloter un avion à réaction. En 1945, devenu colonel, il commande la base aérienne 118 Mont-de-Marsan.

Rozanoff quitte l'armée de l'Air en 1946 et devient directeur d'essais chez Dassault. Il met au point les premiers chasseurs à réaction français, des séries Ouragan et Mystère. En février 1954, il est le premier pilote français à franchir le mur du son en vol horizontal sur un avion français, le Mystère IV B 01. Il se tue quelques semaines après aux commandes du même

appareil.



[View Fullscreen](#)  
[Aller au contenu PDF](#)



**3 avril 1955 : proclamation de l'état d'urgence en Algérie** (Loi 55-385 de la même date).

Les pouvoirs de police exceptionnels sont conférés aux autorités en Algérie (durant 1 an) pour rétablir la sécurité publique.

Voir les RHA n° 86, 166, 187, 200, 229.

[View Fullscreen](#)  
[Aller au contenu PDF](#)

**3 avril 1996 : arrestation de Unabomber** (près de Lincoln — Montana — États-Unis).

Theodore Kaczynski, ancien mathématicien américain vivant dans une cabane pour échapper à la civilisation technicienne qu'il déteste, a tenu en échec le FBI pendant 18 ans en envoyant des lettres et des colis piégés à des « *agents du modernisme* » (scientifiques, publicistes, ...) qui tuent 3 personnes (et en blessent 23 autres).